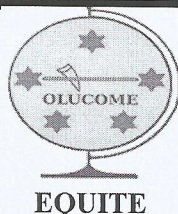


OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 004/OLUCOME/03/2018

Bujumbura, le 22/03/2018

A Son Excellence Monsieur le Président de
l'Assemblée Nationale avec les assurances de
notre très haute considération

à Bujumbura

Objet : Demande d'effectuer un suivi sur le cas de
non acquittement du fisc par Econet Leo

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre haute autorité pour vous demander d'effectuer un suivi sur le cas de non acquittement des impôts et taxes dus à l'Etat par Econet Leo.

En effet, Excellence Monsieur le Président, l'Office Burundais des Recettes (OBR) a écrit en date du 20 février 2018 une correspondance N/Réf : 540/92/CG/01/545/A.N/2018 à certaines institutions financières de payer à l'acquit de U-COM BURUNDI, ECONET et ECONET LEO un montant de septante quatre milliards deux cent cinquante un millions huit cent cinquante-huit mille cent quarante Francs burundais (74 251 858 140 Fbu) et d'un montant de trente un millions sept cent un mille deux cent douze dollars américains (31 701 212 USD) soit un montant total de plus de 150 milliards Francs burundais. Cette somme représente les arriérés en télécommunication dues par Econet Leo.

Après quelques jours, l'OBR a annoncé qu'il est en train de s'entendre avec Econet Leo alors que ce dernier n'a rien encore remboursé.

A cet effet, l'OLUCOME voudrait vous demander de faire appel à la Cour des comptes et à l'Inspection générale de l'Etat afin que ces deux institutions puissent vous révéler une situation claire de ce non acquittement des impôts et taxes par Econet Leo en vue d'éviter les magouilles et la corruption qui pourraient avoir lieu dans ce dossier. De plus Excellence, vous pouvez même procéder à la création d'une commission parlementaire à cet effet.

4

Excellence, sur base des résultats de cette mission de la Cour des comptes et de l'Inspection générale de l'Etat, l'OLUCOME vous demande également de faire tout ce qui est possible pour régler cette situation en faveur de la Caisse de l'Etat.

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation ;
- Madame l'Inspecteur Général de l'Etat ;
- Monsieur le Président de la Cour des comptes

à Bujumbura